

## DECLARATION DE L'UNSA-ÉDUCATION AU CDEN DU 29 JANVIER 2019

Monsieur le Préfet,  
Madame le Vice Président du Conseil Départemental,  
Monsieur le Directeur Académique,  
Mesdames, messieurs, les membres du CDEN,

Comme nous sommes toujours au mois de janvier, nous voudrions, au nom de l'UNSA Education, vous présenter nos meilleurs vœux pour cette nouvelle année. Nous vous souhaitons collectivement de prendre les bonnes décisions, celles qui feront avancer le système éducatif de notre département, ses enseignants et ses élèves. Nous souhaitons qu'ils éclairent nos débats, nos dialogues dans cette instance comme dans toutes les rencontres qui émailleront cette année scolaire.

Depuis mai 2017, les mauvaises nouvelles s'accumulent pour les personnels de l'Éducation nationale en forgeant leur conviction que le gouvernement les perçoit avant tout comme figés, corporatistes, coûteux : retour du jour de carence, gel du point d'indice, non compensation intégrale de la CSG... Totallement oubliés par notre Président, à en croire son allocution du mois de décembre ; les agents publics ne sont pas des travailleurs.

Les heures supplémentaires ? Lorsque nous en faisons, pour la plupart des collègues, elles ne sont pas rémunérées.

Quant à leur professionnalisme, il semble être dissous dans la confiance conjuguée à sens unique par notre ministre.

Les enjeux éducatifs sont posés, connus et pourtant nos collègues se sentent accablés par une juxtaposition de réformes dont le rythme effréné empêche

toute compréhension, appropriation puis mise en œuvre sereine : Parcoursup, Bac 2021, réforme du lycée pro....

Lors des dernières élections présidentielles, l'Unsa-Éducation avait souligné l'immense défi politique et l'immense responsabilité alors posés au Président nouvellement élu. Il devait regrouper et consolider une nation qui n'a plus confiance en son avenir. L'École est au cœur de la promesse républicaine. Elle peut être un fantastique levier de progrès social. C'est la motivation de fond du million de personnels mobilisés tous les jours pour la faire vivre. Encore faudrait-il que notre tutelle en soit bien consciente et que les corps intermédiaires que nous sommes soient respectés, écoutés et entendus.

Nous sommes à un tournant et les choix qui seront faits, auront des répercussions pour nos territoires, pour nos élèves et évidemment pour tous nos collègues.

Concernant les dotations qui nous sont présentées lors de ce CDEN, un mot les qualifie : l'indigence.

Il est indigent de **retirer 155 postes dans le second degré sur l'ensemble de l'académie** : 95 ETP affichés auquel s'ajoute 60 ETP transformés en HSA. Pour l'Oise, C'est déjà 12 postes dans les collèges et Segpa et nous craignons que ce chiffre soit minimisé.

Les DHG arrivées tardivement dans les établissements et avec elles, leurs lots de mauvaises surprises :

+ 209 élèves annoncés et pourtant moins d'enseignants à la rentrée.

Dans les collèges, les lycées généraux et technologiques et notamment dans les lycées professionnels septembre va être insoutenable, le contexte des réformes rendant cette rentrée déjà complexe.

Nous rappelons donc, ici, notre opposition à la deuxième heure supplémentaire imposée. L'alourdissement de la charge de travail pour nos collègues sera réel et cela aura des répercussions sur la qualité des conditions de travail. De même, ces suppressions vont se traduire par une dégradation nette des conditions d'enseignement.

**Qui peut croire que supprimer des postes va être bénéfique à notre système éducatif.**

Le fonctionnement des établissements du 2<sup>nd</sup> degré dépend aussi des moyens alloués par les collectivités territoriales. Pour les collèges, c'est le conseil

départemental qui est responsable de l'accueil, de l'entretien et de la restauration. Les dysfonctionnements dans ces différents domaines impactent aussi les conditions de travail des enseignants mais aussi et surtout les conditions d'apprentissage des Oisiens. Nous vous demandons de maintenir les postes d'agents de maintenance au sein des Collèges, et de recruter d'urgence des cuisiniers itinérants. Les marchés globaux de performance mis en place depuis le mois de septembre connaissent des débuts très difficiles. Vos services en ont été avertis et, nous en sommes convaincus, font le nécessaire pour que les engagements soient tenus. Nous vous rappelons, dans cette instance, qu'il faut vraiment que les choses évoluent : nous voulons des techniciens présents régulièrement, compétents et efficaces.

Par ailleurs, **la disparition de 17 postes administratifs dans l'académie** nuira aussi au bon fonctionnement des établissements scolaires du second degré ainsi que des services. La DSDEN de l'Oise a été particulièrement touchée l'année dernière. Qu'en sera t-il pour la rentrée 2019 ? Cela va donc se traduire par une charge de travail plus importante, ces suppressions ne s'accompagnant pas d'allègement des missions, ni même d'amélioration des outils de travail. C'est la qualité du service public qui est touché : moins de personnels pour traiter des affectations, des dérogations, des recherches d'enfants, de l'orientation, des moyens , de la prise en charge du handicap... Dans les établissements, ce sont des services de direction et d'intendance qui seront touchés. Malgré la volonté des collègues et la façon dont ils ont supporté les différentes réorganisations, rien ne justifie aujourd'hui ces suppressions, ni la démographie, ni les supposées contraintes budgétaires imposées par une règle à calcul nationale qui ne s'adapte pas aux réalités de terrain. Jusqu'à quand les personnels seront considérés comme la variable d'ajustement de l'administration centrale.

Concernant **la dotation de 8 postes dans le 1<sup>er</sup> degré**, là encore, nous jugeons que le ministère n'apporte pas de réponse à la hauteur des besoins de notre département.

Encore une fois, les réalités de nos territoires ne sont pas prises en compte. La dotation ne permettra pas à la fois de répondre aux priorités ministérielles et aux besoins identifiés sur le terrain :

- achever le dédoublement voulu pour les classes de CE1 en éducation prioritaire ;
- préserver et structurer l'offre éducative en milieu rural ;
- améliorer les conditions d'enseignement en maternelle où les classes sont très souvent surchargées au regard des enjeux de réductions des inégalités dès le plus jeune âge ;
- augmenter la scolarisation des 2 ans ;
- consolider les Rased ;
- avoir des marges pour avancer sur la direction d'école inscrite à l'agenda social à la demande du SE-Unsa.

Il est urgent que le dialogue et l'écoute retrouvent leur place dans notre pays. Et donc, sur le champ de la politique éducative aussi. Les défis sociaux sont énormes et le rôle de notre École républicaine est central.

Au delà des discours, des actes doivent être posés dès à présent. Notre Fédération demande donc de ne pas ouvrir de nouveaux chantiers, de prendre le temps de clarifier les réformes engagées et de faire un point sur les 18 mois écoulés.

En outre, en affectant de vrais moyens à l'accompagnement des élèves handicapés, aux dispositifs des devoirs faits et à l'orientation, en précisant l'offre et les passerelles entre les enseignements de spécialités, en créant réellement l'accompagnement personnalisé promis dans l'enseignement supérieur, mais aussi en arrêtant les suppressions de postes qui minent la confiance, il faut agir pour que la politique éducative réponde concrètement à ces enjeux de justice scolaire et sociale.

Christelle CAPLIN-DAHENNE,  
Nathalie PUISSANT.